

Avec le Partenariat transpacifique, les Canadiens paieront leurs médicaments plus chers

Le Partenariat transpacifique (PTP) est un mauvais remède. Cet accord commercial, signé tout récemment par le Canada, les États-Unis, le Mexique et neuf autres pays bordant le Pacifique, assurera le maintien du coût élevé des médicaments sous ordonnance, minera la capacité des gouvernements à élaborer des politiques de santé publique de qualité, et entravera la création d'un programme national d'assurance-médicament.

Le PTP est une prise de pouvoir par les entreprises, et l'un des principaux bénéficiaires de ce traité est l'industrie des produits pharmaceutiques (les grandes pharmas).

Le PTP s'est négocié en secret. Les parlementaires ont été tenus à l'écart des négociations, mais les lobbyistes de l'industrie ont pu intervenir à toutes les étapes du processus. Dans le domaine des soins de santé, les lobbyistes des grandes pharmas comptent parmi les plus puissants. Les grandes pharmas veulent préserver le coût élevé des médicaments — et les bénéfices de leurs actionnaires. Santé Canada a par ailleurs prévenu que le coût des médicaments d'ordonnance, déjà élevé, allait encore augmenter avec les accords commerciaux en cours de négociation. Le PTP et d'autres accords commerciaux similaires feront grimper de 800 millions de dollars la facture des médicaments d'ordonnance au Canada, alors que nos médicaments coûtent déjà 26 pour cent plus cher que la moyenne des pays de l'OCDE.^{1,2} Le Canada se classe deuxième parmi les pays de l'OCDE pour ce qui est du montant total des dépenses en médicaments par habitant, devancé seulement par les États-Unis.³ Depuis 2000, les données du gouvernement canadien révèlent que l'augmentation des dépenses en médicaments est plus marquée au Canada que dans tous les autres pays.⁴ Au Canada, les dépenses en médicaments ont augmenté de 184,43 pour cent entre 2000 et 2012, un taux de croissance supérieur à celui de tout autre pays de comparaison, même les États-Unis.

Le gouvernement Trudeau s'est montré favorable au PTP. S'il était ratifié, les grandes pharmas seraient mieux outillées pour s'assurer que le coût des médicaments demeure élevé et pour exploiter les patients en pratiquant des prix excessifs. Pendant ce temps, plus d'un Canadien sur cinq (23 pour cent) affirme avoir de la difficulté à absorber les coûts de ses médicaments sur ordonnance. Les gens sont souvent contraints de réduire leurs doses de médicaments pour éviter de coûteux renouvellements ou se privent tout simplement des médicaments dont ils ont besoin, faute d'en avoir les moyens.⁵



D'après Santé Canada, 10 pour cent des Canadiennes et des Canadiens ne sont couverts par aucun régime d'assurance-médicaments, et les coûts des médicaments grimpent de manière exponentielle. Les Canadiens ont dépensé 29 milliards de dollars en 2015 pour l'achat de médicaments sous ordonnance, soit l'équivalent de 814 \$ par année, par Canadien, d'après l'Institut canadien d'information sur la santé.⁶ Le fait que le PTP pourrait empêcher un éventuel programme national d'assurance-médicaments de voir le jour est encore plus préoccupant ; avec ce programme, le Canada pourrait réduire ses dépenses en médicaments de presque 11 milliards de dollars par année.⁷

En 2015 aux États-Unis, les compagnies pharmaceutiques ont dépensé 50 % de plus en lobbying que leur plus proche concurrent (les sociétés d'assurance).⁸ Un récent memorandum produit par l'administration Obama visant à rassurer les grandes pharmas quant au retour sur leur investissement comprend une description des nombreux avantages du PTP pour généraliser, renforcer et prolonger les monopoles de marché des médicaments et pour accroître le prix des médicaments.⁹ Au Canada, le commerce international fut le principal domaine de lobbying en 2015 avec 1476 mentions dans les rapports sur les communications.¹⁰ Les trois principaux sujets — commerce international, industrie et soins de santé — englobent tous le secteur pharmaceutique, suivant la manière dont les lobbyistes rendent compte de leurs communications.

Alors, détrompez-vous : les grandes pharmas sont celles qui ont le plus ardemment souhaité la signature du PTP. Cela se traduira inévitablement par une augmentation des poursuites en vertu de la disposition relative au règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) enchâssée dans le PTP, comme le démontre la poursuite de 500 millions de dollars lancée par la compagnie pharmaceutique américaine Eli Lilly. L'entreprise a déposé sa plainte après que les tribunaux canadiens eurent aboli son droit exclusif relativement à la production de deux médicaments.¹¹

Non seulement le PTP viendrait-il consolider les droits de propriété intellectuelle des compagnies pharmaceutiques, mais il comprend des dispositions pour réduire la transparence des activités

de recherche et développement (R. et D.) de l'industrie pharmaceutique. Ces nouvelles dispositions interdiront aux gouvernements d'exiger de l'information sur les prix des médicaments ou les coûts de R. et D. lors de l'enregistrement des médicaments.¹² Bien qu'elles aient engrangé des bénéfices record au cours des dernières années, les grandes pharmas continuent d'exiger davantage de privilèges dans les accords de commerce afin de pouvoir mener leurs activités de R. et D. à l'abri des regards. Au Canada, le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) a démontré que les investissements en recherche et développement pharmaceutique au pays étaient à leur plus bas niveau.¹³ Les compagnies pharmaceutiques ont investi à peine 4,4 pour cent de leurs gains en recherche et développement en 2015, soit le plus bas pourcentage enregistré depuis que le CEPMB a commencé à produire des rapports sur les tendances pharmaceutiques en 1988. Pour une douzième année consécutive, les compagnies pharmaceutiques canadiennes ont raté le seuil de 10 pour cent du montant des ventes intérieures qu'elles sont tenues de réinvestir dans la recherche et développement. Les compagnies avaient pris un engagement en ce sens en 1987, en contrepartie d'une période d'exclusivité commerciale additionnelle sur le marché canadien.¹⁴

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons miser sur la qualité pharmaceutique, plutôt que de favoriser les grandes pharmas. Le PTP ne peut faire autrement qu'affaiblir le système public de santé au Canada, écorcher notre réglementation sur la santé, contrecarrer nos projets de renouvellement et de renforcement des soins de santé publics, et entraver notre capacité à relever de nouveaux défis. D'après le Centre canadien de politiques



Des manifestants aux consultations sur le PTP à Vancouver.

alternatives, les Canadiennes et les Canadiens paient déjà trop cher pour leurs médicaments sous ordonnance. Le PTP ne ferait qu'empirer la situation en élargissant la portée des brevets et en mettant un terme aux mesures de réduction des coûts.¹⁵

Il est évident que la puissante industrie pharmaceutique a le pouvoir d'influencer les accords de commerce international et qu'elle accorde la priorité aux brevets et aux bénéfiques, et ce, au détriment des patients. Accepter les ratées de notre politique pharmaceutique actuelle puis ratifier le PTP serait, au bout du compte, un choix politique. Les Canadiennes et les Canadiens doivent manifester leur mécontentement et réclamer des médicaments sous ordonnance abordables pour tout le monde, et demander au gouvernement fédéral d'agir dans l'intérêt supérieur de ses citoyens.

Pour en savoir plus sur la campagne du Conseil des Canadiens visant à faire obstacle au PTP, visiter le www.canadians.org/fr/ptp ou composer sans frais le 1 800 387 7177. De plus amples renseignements sur la campagne du Conseil des Canadiens pour les soins de santé publics sont offerts au www.canadians.org/fr/sante

1. <http://canadianlabour.ca/sites/default/files/media/FreelandChrystia-2016-01-27-EN.pdf>
2. <http://ipolitics.ca/2016/04/13/mps-begin-study-on-pharmicare-warned-of-high-drug-costs/>
3. https://nursesunions.ca/sites/default/files/pharmicare_report.pdf
4. <http://www.pmprb-cepmb.gc.ca/view.asp?ccid=1217>
5. <http://angusreid.org/prescription-drugs-canada/>
6. <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Mode=1&Parl=42&Ses=1&DocId=8185563&Language=F>
7. <http://pharmicare2020.ca/assets/pdf/L-avenir-de-l-assurance-medicaments-au-Canada.pdf>
8. http://www.huffingtonpost.com/robert-weissman/rx-for-outrageous-drug-pr_b_9628312.html
9. <http://keionline.org/sites/default/files/Obama-TTP-will-raise-drug-prices.pdf>
10. <http://www.lobbymonitor.ca/2016/02/05/international-trade-leads-discussions-on-the-hill-in-2015-as-lobby-groups-jockey-for-influence-on/14421>
11. <https://www.thestar.com/business/2015/02/11/canadian-reply-to-500-million-us-pharma-suit-guesses-dont-make-valid-patents.html>
12. <http://keionline.org/node/2454>
13. <http://www.pmprb-cepmb.gc.ca/view.asp?ccid=1217>
14. http://www.canadiangenerics.ca/fr/news/docs/01.11.16%20FRE_The%20Real%20Story%202015%20News%20Release_FINAL.pdf
15. https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2016/02/Major_Complications.pdf